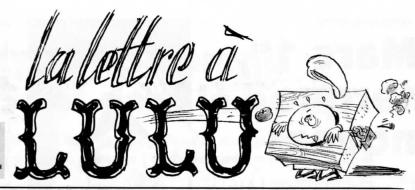


Consultez les numéros précédents de la Lettre à Lulu sur notre site internet : http://www.mygale.org/04/luluzima



«L'huître, elle aussi, a des ennemis» (K. Proutkov) - Irrégulomadaire satirique n°15 - Déc. 97

ANNUS HORRIBILIS

# JEAN-MARC EST INNOCENT

Il n'y a pas
d'affaire Ayrault.
Les preuves:
un mauvais procès
ourdi sans son
accord, un PS plein
de vrais amis, un
groupe parlementaire
subjugué par
son charisme...
Tout baigne.

Les détails

P. 2 et 3



ÉCONOMIE MIXTE

# La Limouzinière est dans le pétrin

Le boulanger ne marche pas à la baguette : le maire ne l'envoie pas dire, il le publie.

Rémy Dugast, le maire de La Limouzinière\*, exaspéré par les horaires d'ouverture quelque peu élastiques de sa boulangerie, s'est

fendu d'une «lettre ouverte à notre boulanger» dans son bulletin municipal, afin que «cessent ces désagréments : ouvertures approximatives (entre 8 h 15 et 9 h, voire plus tard), fermeture inopinée, étalage par trop clairsemé, commandes souvent non prêtes ou même oubliées (...) Les Limouzins n'ont jamais connu une telle situation et vous demandent instamment de fournir un service sérieux, identique à celui fourni par vos collègues des communes environnantes. Le jeune couple de boulangers installé depuis deux ans sur la commune, se serait

L'AÉROPORT
À MOUCHES
DE P.4
LANDRAIN

TOUCHEZ AU GRISBI

# Navigation en solidaire

Les économies peuvent aider l'économie. Ou comment des citoyens investissent leur épargne en créant des emplois, en récupérant leurs billes en cing ans. Les Allemands le font, mais les Français préfèrent se laisser fourguer des produits financiers par leurs banquiers. Pourtant, les outils existent : Cigales, crédit solidaire, fonds de placement à risque. Mine de rien, le colloque proposé le 22 novembre par le REAS, le Réseau d'économie alternative et solidaire, réussit à réunir des gens qui ne se rencontrent pratiquement jamais. Les financeurs traditionnels de l'Union nationale des investisseurs en capital pour les entreprises régionales, les messieurs pépettes du département «capital investissement» de la Sodero dialoguent avec universitaires. conseillers régionaux, maires et maire-adjoints, représentants du secteur coopératif, d'associations d'insertion. Il suffit de bazarder Sicav, Codevi et comptes d'épargne, pour devenir actionnaires d'une petite utopie sympa: l'oseille solidaire.

LE PASSE PATRON DE F.O. EST-IL UNE TAUPE ?

Jean-Marc 1er, monarque délinquant

Quand il n'est pas conseiller municipal, Yvon Chotard est avocat. Il a donc défendu son maire accusé de favoritisme devant le tribunal correctionnel le 17 octobre\*. Extrait de sa plaidoirie pince-sansrire : «Même quand on est républicain, une municipalité, c'est un peu une monarchie; toute décision doit passer par le maire, qui doit décider, déléguer, redécider, redéléguer...» Sourires dans le prétoire. Elu roi de Nantes par son conseil et conseiller municipal, Jean-Marc 1er est le seul à n'avoir pas fait mine de carnaval. Demandant la relaxe mais évoquant l'éventualité d'une condamnation de

pur principe avec une ATE! dispense de peine, Me Chotard a rappelé que cette mesure est notamment appliquable "quand le reclassement du prévenu semble assuré. Et ici, le délinquant nous semble garanti de réinsertion. Les renseignements sur lui sont bons..." En quelques minutes, JMA est tombé du trône de monarque en stage de réinsertion. Yvon l'a beaucoup déchu.

\* On saura la décision des juges le 19 décembre.



# Les groupies font de la résistance

**S** ous le titre \*Y-a-t-il un pilote socialiste à l'Assemblée ?\*, Libê\* recueille au Palais Bourbon les vacheries des petits camarades de Jean-Marc Ayrault : "incapable", "mauvais», «sans autorité», «pas de stature..., disent anonymement plusieurs députés PS, sans préciser les raisons de leur déception. «Il a été choisi parce que c'est une personnalité sans aspérité, donc sans ennemi. Il ne fait pas d'ombre. Il n'a aucune autonomie politique» ajoute un autre. Trois jours avant, le même Libé\* titrait \*Les députés PS manquent à l'appel à la session parlementaire, citant un élu PS qui explique ce cafouillage par ·la mauvaise organisation du groupe». Même son de clash dans Le Monde\*: "Julien Dray affirme [que] Jean-Marc Ayrault manque d'expérience dans la bataille parlemen-

taire et qu'il «n'exerce pas suffisamment la pression» sur les membres du groupe qu'il préside. «Il y a un problème d'autorité à la direction du groupe socialiste», confirme un collaborateur de Fabius».

Ouh la! Le président du groupe socialiste est habillé pour l'hiver. Le plus raide, c'est que les tailleurs ont la même étiquette qu'Ayrault, même s'il revendique un mode vestimentaire limité à \*main de fer dans un gant de velours. Le velours s'est décousu au retour à l'Assemblée, après une absence pour cause de procès \*mal vécu\* à Nantes. En réunion du groupe PS, il a admonesté les absents et leur \*grave irresponsabilité politique\*. Tout le monde n'a pas l'excuse d'un mauvais procès sur ses terres.

\* Libération du 18, 21 & 22 octobre 97. Le Monde du 19 octobre. **NOUVELLE GÉNÉRATION** 

#### Le CD en carton

La fédération socialiste de Loire-Atlantique a eu une idée de génie pour attirer les jeunes dans son local poussièreux de la rue Armand Brossard : proposer un fascicule de propagande dans un boitier en plastique, façon CD. C'est top jeune, ça mon coco. Sur la pochette, genre fresque soviétique à la gloire du socialisme triomphant, les communicants du PS ont choisi des figures au goût du jour : Jaurès, Blum et ... Tonton. La plaisanterie a coûté 70 000 francs, du propre aveu de Yannick Vaugrenard, premier secrétaire fédéral, assez content de lui. La prochaine fois il nous pond un flip-book à la gloire d'Albert Mahé?

BÉTÉPUB

## Le marketing des autoroutes de jardin

e procès de Jean-Marc Ayrault a L'été émaillé d'arguments à faire allonger le nez des Pinocchios de la com. Guy Lorant, dircom de la bonne ville de Nantes depuis 1989, a ainsi pu dire sans tousser que les tarifs de 15 à 18 000 F la page de pub insérée dans le mensuel municipal Nantes Passion "ont été négociés à des tarifs assez élevés par rapport à ce qui se pratique, pour éviter que ces pages ne coûtent plus cher à imprimer que ce qu'elles apportent comme recettes». Difficile d'imaginer sérieusement qu'une réclame pour un entrepreneur de

BTP\* fasse perdre de l'argent à un journal municipal ! Mais outre ces saines rentrées d'argent collecté auprès des candidats permanents aux marchés publicit, n'oublions pas que la publicité est une information. Très appréciée des retraités de Chantenay ou de Doulon qui ne savent à qui demander un devis pour se faire construire une belle bretelle d'autoroute au bout de leur carré de poireaux.

\* Depuis que Daniel Nedzela ne s'occupe plus de la régie publicitaire, commerçants et promoteurs immobiliers ont progressivement remplacé marchands de béton, d'eau, poseurs de grues et bâtisseurs de ponts.

**VRAIES FACTURES** 

# Le règlement, c'est le règlement

Intendu au procès : l'Omnic a été mis sur pied pour faire un journal qui ne serve plus à l'autoglorification du maire et des élus. Louable intention. Sauf que l'Omnic a aussi servi à payer des factures à usage très personnel de Jean-Marc Ayrault : 44 000 F réglés à

Médiascopie pour \*analyse du discours du maire et de sa façon de s'exprimer lors d'un passage au grand jury RTL-Le Monde», et 160 000 F en juin 1993 à la Sofres pour acheter les résultats du baromètre d'image semestriel. Jean-Marc Ayrault, qui déclare un revenu

mensuel de 38 000 F après avoir reversé sa quote part au PS, aurait peut être pu régler ces dépenses à tempérament. D'autant que du tempérament, il en a parfois, comme le note Libération: \*Emporté, il met en garde ceux qui seraient tentés de le

déstabiliser avec son procès. Je ne conseille pas qu'on m'embête làdessus. Qu'on ne me cherche pas sur ce terrain, prévient-il dans un emportement sincère. Qui sera le premier provoqué en duel? Autant en emporte le gant.

# Ayrault se prend un Scud dans le parti

Une bande de petits jeunes, poussée dans le marigot par quelques vieux crocodiles du parti, dénonce l'emprise de la mairie de Nantes sur la fédération socialiste.

a fédération socialiste de Loire-«L Atlantique est un désert. C'est une vague dépendance de la mairie de Nantes, tenue par quelques fidèles d'Ayrault. Il y a bien longtemps qu'il n'y a plus l'ombre d'un débat d'idée dans cette fédé.» Fâchés, certains socialistes en ces temps de préparation au congrès de Brest. Jean-Marc ne supporte plus la moindre critique. Seule Brigitte peut encore lui parler. La mairie est une véritable citadelle assiégée. Il a laissé le parti à Vaugrenard, qui fait sa petite liste dans son coin pour les régionales. C'est une catastrophe.» Après avoir tenté en vain de se faire entendre de Yannick Vaugrenard, l'homme à tout faire de Jean-Marc sur le département et premier fédéral de droit divin, quelques jeunes rebelles bien propres sur eux ont décidé de ruer dans les brancards à l'occasion du renouvellement des instances départementales. Discrètement soutenus par quelques caciques, Claude Evin et Charles Gautier notamment, ils ont rédigé une motion et annoncé la candidature de l'un d'entre eux, Frédéric Vasse, à la tête de la fédération. Jean-Marc, pour qui l'élection de Yannick Vaugrenard -par ailleurs membre de son cabinet- était acquise avant même le dépôt des candidatures, en serait presque tombé des nues. Des

socialistes mécontents ? Ca existe ? Le récalcitrant a donc été convoqué dans le bureau du maire et invité à rentrer dans le rang pour ne pas nuire à «l'unité du parti.» En d'autres termes, le jeune Frédéric, 29 ans, proche de Marie-Françoise Clergeau, a été prié d'aller jouer dans sa cour jusqu'à ce qu'on le siffle. Ce qu'il n'a pas fait.

Le linge sale du PS se lavant en famille, cette tentative d'amorce de débat n'a guère débordé le cercle des initiés. Le jeune rebelle a été soigneusement bordé lors du congrès fédéral du 15 novembre, bénéficiant tout juste du droit d'intervenir à la

tribune. Jean-Marc a ensuite tenté d'imposer le principe d'une candidature unique, celle de Yannick Vaugrenard par exemple, au cours d'une «réunion de motion», sans succès. Les leaders du parti ont enfin distillé une rumeur infâmante sur l'impétrant, en le qualifiant de rocardien, l'étiquette qui tue ces temps-ci chez les socialos. Las, Frédéric Vasse a décidé de maintenir sa candidature le 27 novembre, pour le plus grand bonheur de Claude Evin et Charles Gautier, ravis de voir tomber cette peau de banane sous les pieds de Jean-Marc. Il n'y a pas de petit plaisir.

Jean-Alain Bietson



**IMPRIMATURATION** 

# **Nantes Passion** a joué sa dernière carte

L'organe municipal Nantes Passion ? «Un vrai journal fait par de vrais journalistes» selon le maire et son dircom. Si le mensuel gratuit de la Ville évite la glorification des élus, il reste sous tutelle politique, ne pratique pas l'information contradictoire et ne traite pas de sujets sensibles. On n'y lira évidemment aucun compte rendu de type journalistique du procès du maire.

Le statut d'association 1901 de l'Omnic devait servir à obtenir la carte de presse pour ses rédacteurs. En demandant à réintégrer leur profession d'avant leurs fonctions municipales, «les journalistes de cette presse territoriale revendiquent leur liberté d'écriture, leur indépendance et la possibilité de faire jouer la clause de conscience» soutient l'avocate du dircom. Dès le premier numéro, l'indépendance a été bien verrouillée. JMA le reconnaît : «J'ai passé une commande politique aux journalistes, j'ai vérifié le contenu du journal et donné mon imprimatur». De quoi ravaler et clause et conscience.

∠ SERRURETÉ **NATIONALE Bretons** collants

Le «Groupe de Libération et d'Émancipation Nationale contre le Militarisme, l'Ordre et la Répression», GLENMOR pour les intimes, nous prie pour les intimes, nous pr
de faire savoir que «dam.
nuit du 11 au 12 novem.
1997 la serrure de la dir
tion générale de l'armen
à Nantes (Bretagne) a ét
remplie de colle forte, et
sur son mur fut inscrit
«Dehors! Breizh Disuj»
(Bretagne insoumise), po
exprimer son soutien san
faille aux jeunes Bretons
refusant l'armée».
C'est le gwen ha d'Uhu?
FEUILLES DE CHÊN
Hardi,
le CharlesNoël de faire savoir que «dans la nuit du 11 au 12 novembre 1997 la serrure de la direction générale de l'armement à Nantes (Bretagne) a été remplie de colle forte, et (Bretagne insoumise), pour exprimer son soutien sans faille aux jeunes Bretons C'est le gwen ha d'Uhu ?

# FEUILLES DE CHÊNE Noël

DITES

«J'aimerais que l'on se souvienne de moi comme le militant de l'insertion, notamment des populations immigrées». C'est en ces termes que l'ex-préfet a fait ses adieux à la presse nantaise le 14 novembre. Non content d'être de gauche, Hardy était un militant des droits de l'Homme. Voilà un homme qui cachait bien son jeu. Jusqu'à expulser des immigrés pour donner le change.

**ENCORE BRAVO** 

#### TES La résistible ascension de Daniel

Roi de l'interim, le conseiller régional RPR Daniel Augereau est le lauréat régional 97 de la «victoire des Autodidactes». Enfant, il a commencé comme vélodidacte mais quand on lui a enlevé les roulettes, il s'est cassé la gueule. Depuis il est devenu dauphin intérimaire d'Olivier Guichard. Et s'est rétamé lamentablement aux municipales contre Ayrault en 1989. Mauvais cheval politique, Augereau ne réussit que comme marchand d'hommes. A Nantes, cité des négriers, on a les autodidactes qu'on peut.

## La petite boutique du FN

La "Fédération nationale Entreprise moderne et libertés" a présenté sept candidats à l'élection à la CCI de Nantes le 17 novembre. "Syndicat socioprofessionnel dans le giron du Front national" selon Ouest-France, ce FNEML se définit comme "indépendant", mais tient sa conférence de presse dans les locaux nantais du parti d'extrême-droite.

*«Entreprise moderne et libertés»* est apparue dès 1984 à l'initiative du lieutenant de Le Pen aujourd'hui décédé André Dufraisse, mari de Martine Lehideux, dirigeante du FN et nièce de François Lehideux, ministre de la production industrielle à Vichy.

Lepéniste de la première heure, Dufraisse n'a jamais caché son admiration pour le régime fasciste. Son CV est croquignolet : s'étant enrôlé sous l'Occupation dans la Légion des volontaires français (LVF), il sert les nazis sous l'uniforme allemand et revient en France occuper un emploi de permanent au PPF, le parti collabo de Jacques Doriot. Après quelques déboires à la Libération, Dufraisse réapparaît dans les milieux catholiques intégristes où il noue ses premiers contacts avec le patronat.

Sous couvert de combattre taxe professionnelle, charges ou grandes surfaces, EML draîne surtout l'argent des petits patrons vers le FN. Cette pompe à finance tente par tous les moyens de s'implanter dans les entreprises, sans grand succès jusqu'à présent. A défaut d'avoir "les mains propres", le FN a toujours su avoir les mains pleines. Ce n'est pas son milliardaire de chef qui dira le contraire.

**Paul Pastis** 



## Ni blanc ni pêche à la ligne, votez bleu

ême s'il s'en défend, De Villiers peut faire le lit de Le Pen. Ce qui transforme le vicomte en valet de chambre. Palsambleu, où va la France ? Dans l'ouvrage collectif «Le Pen, les Mots, analyse d'un discours d'extrême droite» aux éditions Le Monde, les auteurs étudient l'abstention qui «peut être comprise, en partie, comme le choix de personnes qui ne croient plus à l'utilité du vote, ni donc en la démocratie [...] L'expression manifestée par les votes blancs, surtout dans l'Ouest, correspond au vote pour Philippe de Villiers aux élections européennes de 1994 : le vote blanc préserve le geste démocratique, même s'il refuse le choix proposé. Or, lors des dernières législatives de 97, la carte des abstentionnistes regroupe les abstentions et les anciens votes blancs: on peut craindre, si le mouvement se confirme, que le vote Front national s'installe progressivement dans l'Ouest de la France en l'absence de débouchés nationaux pour le mouvement représenté par Philippe de Villiers». Normal : Villiers ou Le Pen, c'est bonnet chouan et brun bonnet.

# Edouard, roi de la piste

Le député-maire d'Ancenis vit un véritable aérodrame intérieur : un an après le ruban coupé, sa piste gadget et sa tour de contrôle vide attendent toujours leur envol.



**F**in septembre 1996, l'UDF Edouard Landrain inaugure à Ancenis son «Aéropole», un mini aérodrome cerné d'une zone industrielle. Accro de haut vol, le députémaire a d'abord cité Atlanta comme modèle, où le ballet d'aéroplanes a tourné sa tête de touriste ébahi, puis il a plus modestement pris comme référence l'aéroport d'affaires de Toussus-le-Noble en Yvelines, bien connu des gens qui le connaissent. «C'est un caprice de maire, valorisant pour l'image de sa ville, sourit un dirigeant de la chambre de commerce. On ne crée pas un vrai aéroport sans compagnie aérienne, sans ligne régulière».

N'accueillant que des petits coucous, l'aéropole d'Ancenis a malgré tout englouti 54 MF. Attirer les Japonais de Toyota par cet aéroport de poche a servi d'argument premier. Bonne blague : les Nippons sont venus s'implanter pour le voisinage avec leur partenaire Manitou, pas du tout pour cette mini-piste de 1 200 m, avec tour de contrôle sans trafic à aiguiller ni personne pour s'en occuper. Les Japonais n'ont pas vu le hangar désopilant de 600 m<sup>2</sup> (coût : 1 MF), doté de portails électroniques basculants s'ouvrant vers l'intérieur, soit 13% de place perdue. Ce hangar est de plus encombré de poteaux intérieurs et ne peut caser que six avions légers. Le journal poil à gratter d'Ancenis, La Chaussette a même enquêté chez un hangarier concurrent : un entrepôt de même surface et sans poteaux aurait logé huit zingues et coûté 40 % moins cher que le modèle foireux avec poteaux.

Jouxtant une zone d'entraînement à basse altitude de l'aviation militaire, la piste écope d'un statut d'aérodrome agréé à usage restreint. Toute demande d'atterrissage doit être faite avec préavis de 48 h, déposé aux heures ouvrables du service de l'aviation civile. Cet été, des Allemands -une cinquantainevenant depuis quinze ans pratiquer le vol à voile n'ont pas pu décoller comme ils le voulaient et sont partis fumasses. On ne les y reprendra plus

\*Personne ne s'en sert. Même pour un privé, c'est la croix et la bannière. Mieux vaut passer par les aéroports de Cholet, ou Angers, « dit un industriel d'Ancenis. Selon la direction de l'aviation civile, le trafic est ridicule, ne dépasse pas la vingtaine de demandes d'autorisation depuis un an». S'y ajoutent les vols des membres de l'aéroclub local qui gère la piste sans le moindre salarié. Son président n'a pas les chiffres précis en tête, mais revendique quelques «10 000 mouvements par an. Des mouvements d'air, sans doute.

Quant à attirer, autour de cette piste, des \*entreprises internationales en rapport avec le trafic aérien\*, c'est le grand flop. Edouard Landrain a réponse à tout : si ça ne marche pas, c'est qu'il est en avance sur son temps. Les visionnaires survolent toujours le présent.

**RÉVOLUTION PERMANENTE** 

# Hébert a-t-il un passé dont on fait les tables rases ?

En «50 ans de luttes syndicales», Alexandre Hébert a infiltré FO pour le compte des trotskystes, servi la soupe à Chirac et serré la louche à Le Pen. Quelle anarchie!

Fin d'un secret de Polichinelle. Alexandre Hébert, 78 ans, souverain pontife de l'anarcho-syndicalisme, tout puissant patron de FO en Loire-Atlantique depuis 1947 -qu'il lègue en 1993 à son fils Patrick, l'actuel numéro un de l'union départementale- n'était qu'une «taupe» lambertiste infiltrée au sommet du vieux syndicat.

Les «lambertistes» ? La fraction pure et dure du mouvement trotskyste. Selon l'enquête effectuée par le journaliste parisien Christophe Bourseiller\*, ce *«parti-secte»* a changé dix fois de noms (OCI, AJS, MPPT, Parti des Travailleurs...) mais jamais de chef : Pierre Boussel, dit Pierre *«Lambert»*, le plus discret et le plus retors des gourous d'extrême-gauche. Hébert le vieil anar cachait en réalité une âme de bolchevique : membre secret du bureau politique de l'OCI sous le pseudo d'*«Ernest»*, il orchestrait les congrès de FO dont il a "fait" les dirigeants Bergeron puis Blondel.

Ce livre confirme ce que tout le monde chuchote dans le milieu politico-syndical nantais : l'U.D. FO vit sous l'emprise d'une dynastie trotskyste, Hébert fils étant aussi membre du comité central du Parti des Travailleurs.

Mais il lève un pan de voile supplémentaire sur Alexandre Hébert, «personnage hautement paradoxal» qui n'hésite pas, en attendant le grand soir, à participer en 83 à la chute d'Alain Chenard, le maire PS de Nantes, au profit du RPR Michel Chauty, ou à soutenir activement Chirac aux présidentielles de 95. Encore plus fort, l'enquête s'attarde sur l'ami de longue date et hagiographe attitré\*\* d'Hébert, Joël Bonnemaison, présenté comme un «ami personnel de Jean-Marie Le Pen (...) Dans les années soixante-dix, il est responsable du Front national en Loire-Atlantique» dont «il intègre le comité central en 1976, ce qui ne l'empêche pas de militer en parallèle à Force ouvrière (...) Lors de son premier mariage, Joël Bonnemaison aurait bénéficié de deux témoins de poids : Alexandre Hébert... et Jean-Marie Le Pen. Hébert serait lui aussi devenu une relation du président du FN. Les deux hommes se connaîtraient et s'apprécieraient. Il est vrai que la prose du leader lambertiste est parfois émaillée d'inquiétants déra-



pages. Dans (...) «l'Anarcho-syndicaliste» du 28 mars 1996, il commente l'élection de Mgr Jean-Marie Lustiger à l'Académie française en usant plus de sept fois du nom juif du prélat : Aaron Lustiger, ainsi que le font couramment «National Hebdo» et la plupart des journaux proches du Front national». Alexandre l'anar bras dessus bras dessous avec le chef d'extrême-droite ? On attend un vigoureux démenti.

**David Ovitch** 

\*«Cet étrange Monsieur Blondel, enquête sur le syndicat Force ouvrière», C. Bourseiller, éditions Bartillat (1997).

\*\*«Alexandre Hébert, 50 ans de luttes syndicales», J. Bonnemaison, éditions du Rocher (1996).

# CONDAMNE.... A VOUS FAIRE ENCULER DANS UNE CELLULE SURREURLEE!

## L'O.I.P. casse la cabane

a taule, c'est pas drôle. La nou-La taule, cest pas dien. l'Observatoire international des prisons\* se charge de nous le rappeler. "Trop souvent encore, c'est un lieu de non-droit, à Nantes comme ailleurs : un détenu aspergé régulièrement de lacrymo avant de passer de force sa camisole chimique, un autre rossé des jours durant dans sa cellule par ses codétenus sans qu'intervienne l'administration pénitentiaire (une plainte «contre x» a été déposée pour nonassistance à personne en péril, mais l'instruction se hâte à reculons...), tel détenu transféré du jour au lendemain de Bretagne à Nantes qui se retrouve isolé de sa famille, n'ayant plus

d'autre revenu que les cent-trente balles distribués par le Secours catholique qu'il se fait racketer... Les exemples ne manquent pas.

La maison d'arrêt de Nantes détient environ 400 personnes, pour 260 places dans 110 cellules. Soit quatre détenus par cellule de 9 m², voire sept dans celles de 12 m², ce qui fait la bagatelle d'1,7 m² par "locataire". Un truc à se cogner dans les coins.

\*Le prétoire, "tribunal" interne de la prison, est l'exemple type du non-droit qui règne en prison. C'est l'arbitraire le plus total : le directeur fait office de juge, pas d'avocat, pas de publicité...\* rappellent les responsables locaux de l'OIP, \*or quel taulard sait qu'un arrêt du Conseil d'Etat stipule qu'une mise au "mitard" n'est pas du ressort d'un simple réglement intérieur et qu'elle est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif ? Complètement engorgée, la justice trouvera-t-elle le temps de s'inquiéter de ses pensionnaires?

L'OIP à Nantes : 02 40 60 93 55 ou 02 40 32 92 67

Organisation non gouvernementale, l'OIP surveille les conditions de détention et alerte l'opinion sur les manquements aux droits de l'Homme, en s'appuyant sur la loi Eupour faire appliquer le droit à la dignité des détenus.

VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT

# Le gendarme à feu à volonté a oublié d'être menacé



n mars dernier, deux gitans sont abattus par un gendarme lors C d'un cambriolage à Machecoul. Drame chez les gens : les gendarmes et les gens du voyage se tirent dessus, mais seuls les premiers étaient armés. Pantalon déchiré, éraflure à la cuisse, le pandore invoque la légitime défense mais aucune arme d'un éventuel agresseur n'a jamais été retrouvée. Contre les quatre autres gitans arrêtés le soir même, l'accusation s'est aujourd'hui dégonflée comme une baudruche. «La réplique a été à la hauteur de l'attaque» avait pourtant soutenu publiquement le procureur adjoint au lendemain du drame. La justice n'a pas pu suivre cette version hâtive qui devait mener les gens du voyage aux Assises. Le 22 décembre, les quatre nomades ne comparaîtront qu'en correctionnelle, pour simple «tentative de cambriolage». Accessoirement, cette réduction de

l'accusation première à presque rien donne rétroactivement raison à la grosse colère des familles et des proches des deux gitans restés sur le carreau et de leurs complices arrêtés sur place. Périf et pont de Cheviré bloqués, voitures immobilisées pendant des heures avaient fait dire aux Monique Papon, Edouard Landrain et Pierre Hériaud : «En ces moments pénibles, nous assurons les forces de l'ordre de notre total soutien». Huit mois après, même la justice n'apporte plus son soutien au gendarme. Reste donc une bavure : le gendarme qui tire les gitans comme des lapins n'avait pas le permis de chasse.

En fait, le recours à la légitime défense

n'est même pas utile pour le gendarme baveur. La loi de 1903 sur la gendarmerie, complétée par un décret de 1943, autorise les gendarmes à tirer sans avoir été menacés. Un véritable permis d'exécuter des suspects sans autre forme de procès. Depuis Londres, Amnesty International a interpellé la France en avril 1996 sur les violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre, et sur ce texte. «Jacques Toubon nous a répondu que cette législation était caduque. C'est faux, dit David Braham d'Amnesty international à Londres. Il y a actuellement en France plusieurs cas non jugés où la gendarmerie invoque ce décret, oubliant le principe majeur des législations : toute réaction des agents de la force publique doit être en proportion de l'attaque». Pour les gendarmes, la meilleure légiti-Manitas de Plombo me défense, c'est l'attaque.

PERVERS PÉPETTE

## Tu bosses, tu perds

**P**as un cadeau, les petits boulots. Une étude du Compas, cabinet nantais d'évaluation des politiques publiques, a mesuré les effets pervers des dispositifs d'insertion. Quand chômeurs longue durée et Rmistes voient leur maigre revenu global entamé parfois d'un quart en acceptant un temps partiel sur la base du Smic, CES, Contrat emploi ville, contrat emploi consolidé. Absurde mais pragmatique : un simple calcul pousse à refuser ce petit job et rester allocataire des revenus de solidarité. Un travail même précaire implique des frais de transport, de déjeuner à l'extéfrieur, de garde d'enfants, un quo-

tient familial moins favorable pour les tarifs de cantine scolaire. L'étude a failli ne pas paraître dans la revue de l'Insee Références. Débat avant publication : faut-il prendre le risque que ce constat serve d'argument aux ultra-libéraux comme l'ex ministre RPR Eric Raoult pour «casser la culture du RMI, culture de l'inactivité» et dénoncer l'irresponsabilité de l'Etat et «des allocataires qui s'installeraient dans une sorte de léthargie indemnisée,\*? Ce qu'il faut au crève-misère, c'est la flexibilité motivante : un mois tu touches pas un rond, le mois suivant c'est toi qui payes pour recevoir des allocs. \* Le Monde du 1º juillet 1995.



# L'évêque de Nantes ne va pas à confesse

«L e temps est venu pour l'Eglise de soumettre sa propre histoire (durant l'Occupation) à une lecture critique, sans hésiter à reconnaître les péchés commis par ses fils et à demander pardon.... Lorsqu'on s'étonne de ne pas trouver la signature de l'évêque de Nantes au bas de la «déclaration de repentance» lue le 30 septembre 97 lors d'une cérémonie officielle au camp de Drancy, le secrétariat de Mgr Soubrier répond

«qu'il n'avait pas à la signer, seuls étant signataires les évêques des diocèses points de départ des Juifs vers l'Allemagne. Or les Juifs arrêtés à Nantes étaient d'abord transférés à Angers : c'est donc l'évêque d'Angers qui est concerné». Une explication jésuitique qui tente de masquer les contradictions internes de l'Eglise de France sur son silence durant le génocide nazi, seuls trente évêques sur les cent onze membres de la

conférence épiscopale ayant signé la déclaration tardive. Le secrétaire de Mgr Soubrier devrait lire l'édito de son patron consacré à la déclaration de repentance dans «Eglise de Nantes,\*: "Je fais mienne, nous faisons nôtre, cette démarche». Le secrétaire a du glisser sur la dernière démarche.

\* 11 octobre 97.

# REPENTANCE DE L'EGLÎSE



PAPARAZZIA

## **Ponts d'or** pour le pontife

e 18 novembre, les pépettes du Le 18 novembre, les F-F nal administratif du Nantes : on y a examiné les recours en annulation des subventions octroyées royalement par la Région (100 000 F) et les départements de Mayenne (20 000 F) et de Vendée (300 000 F) pour la visite de Jean-Paul-de-nos-Deux en septembre 1996. Selon le commissaire du gouvernement, sur le fond, au regard de la loi de 1905 séparant l'Église et l'État et protégeant la laïcité, «la jurisprudence sanctionne toute subvention directe ou indirecte à un culte». Mais pour des questions de

pure forme, la Ligue des droits de l'Homme et la Fédération des œuvres laïques de Vendée verraient leur recours déclarés irrecevables. Seules les aides régionales et mayennaises pourraient tomber, car elles sont attaquées par des initiatives de contribuables individuels. Aucun Vendéen n'ayant attaqué l'octroi de subsides de la collectivité à la tournée du cacochyme papal, le Vicomte serait épargné de rembourser. Le recours est irrecevable, mais le denier public du culte est bien reçu. On attend le jugement dernier.

## Mgr gla gla

Le hit parade de l'épiscopat français réalisé par les chrétiens progressistes de Golias classe Mgr Soubrier, évêque de Nantes, comme «frileux» et ses qualités ne lui valent qu'une piètre notation d'une seule mitre sur cinq. Il fait partie de ceux «pour qui on a envie de souhaiter une bonne retraite», commente L'Événement du Jeudi du 6 novembre. Aujourd'hui à Toulouse l'ex Nantais Mgr Marcus est jugé «décevant» et écope de la même note. Ce médiocre effet côte ouest épargne Mgr Garnier, en Vendée, qui est classé «socio-novateur» et noté 5 sur 5, comme Mgr Gaillot.

LL COUP FUMANT Salauds de jeunes

SE

PLUS MONTER

Claude Evin, député de Saint-Nazaire, a pris l'initiative de faire voter le 28 octobre un amendement imposant une surtaxe de 7% sur le tabac à rouler. Explication: «les jeunes consomment de plus en plus de tabac à rouler en raison de son prix relativement moins élevé.» Malins, ces jeunes. Heureusement, Claude veillait au grain. Attention, la prochaine fois il impose une surtaxe sur la moquette.

#### PIED SEC

#### Billet siouplait

La convention qui lie le Conseil général et la Compagnie morbihannaise de navigation pour les passages d'eau sur la Loire «prévoit la gratuité du transport pour les élus, fonctionnaires et agents selon une liste nominative soumise à l'accord du président du conseil général.» Cette disposition est selon la chambre régionale des comptes contraire au principe d'égalité des usagers devant le service public. On n'osait pas le dire.

#### **BATZERIE ANTICHAR**

#### Poche revolver

On nous écrit : «De quel droit votre journal, qui n'a rien fait d'autre pour la mémoire que de pondre des articles insultants envers tout ce que représente la patrie et le drapeau que ces anciens défendaient, se permet-il de nous calomnier ?» Ainsi répond Luc Braeur, créateur du Musée de la Poche à Batz-sur-Mer à l'article de Lulu\*. Évoquant la reconstitution de la capitulation des autorités militaires: «Vous auriez sans doute, d'après la teneur de votre article, préféré qu'à la place des mannequins reconstituant conformément la scène historique, les Allemands soient remplacés par de petits panneaux indiquant leurs noms: ici était le lieutenant untel, etc... Seriez vous des négationnistes ?». On ne doit pas 3 avoir la même définition. \* «La pochothèque de la Wehrmacht», Lulu n°14.

#### Le dauphin du fin de la com

Fortiche en communication, le Safari-parc de Port-St-Père. La dernière fois. il avait fallu investir dans quelques nègres pour faire causer du village, subtilement sponsorisé par les biscuits Bamboula de chez galettes St-Michel. Ce coupci, sans même commencer à creuser le bassin pour les dauphins, le Safari-parc récolte une belle manif et une volée de bois vert des défenseurs des dauphins. Y'a de quoi Flipper. Le prochain coup, seule l'éventualité d'un projet, sans dire lequel, devrait assurer au zoo des retombées médiatiques planétaires.

2<sup>ÈME</sup> GÉNÉRATION

#### Toi ici mon fils

PLUS PERQUISITION, DITES VISITE DE COURTOISIE AU PALAIS DE RÉ $oldsymbol{arepsilon}$ ION - NE DITES PLUS PAPARAZZI, DITES

Le Conseil général s'est fendu d'un communiqué le 16 octobre dernier pour annoncer que le célébrissime Luc Dejoie avait été reçu en audience privée à l'Elysée. Il s'agissait en fait de la présentation à la cour de l'héritier présomptif du comté de Loire-Atlantique, un certain Laurent Dejoie. Le communiqué ne précise pas s'il a bien dit bonjour au monsieur et s'il n'a pas mis les doigts dans son nez.

TISSU

# L'ouverture des bombardements le dimanche

La plaque commémorant les premiers bombardements de 1943 à Nantes sera bien apposée, comme prévu, place des Volontaires de la Défense passive, mais pas un jeudi en pleine semaine, sacro sainte période du commerce. Le magasin Bouchara n'a pas voulu dégager ses étals de tissus pour la cérémonie, qui aura finalement lieu le 11 janvier : un dimanche, jour de repos du tiroir caisse.

DITES

# Les anti-chauves se tombent sur le poil

Du rififi chez les greffeurs de cheveux. Entre partisans de techniques rivales, c'est à scalpels tirés.

on établissement de greffes de Scheveux n'ayant pas d'agrément officiel, Loïc Lefranc, le gérant de la «Clinique esthétique capillaire», bd Guist'hau à Nantes, est accusé d'exercice illégal du mot clinique. Sous mandat du Syndicat national des médecins esthétiques\*, un concurrent nantais, le Dr Pierre Poirier a mené les attaques en portant plainte contre les toubibs exercant dans la clinique\*\*. Lefranc riposte en balançant celui qui l'a balancé, et produit des attestations de trois coiffeurs avouant s'être fait graisser la patte par le Dr Poirier pour rabattre des clients. Pratique commerciale strictement interdite pour un toubib digne de ce nom. Les backchichs? Des bouteilles de champ'. «Des milliers depuis une vingtaine d'années, avance Lefranc sans pouvoir prouver cette estimation. "Des bobards! Je n'ai jamais tripoté avec les coiffeurs ! Il n'y a pas eu de démarchage ni de ristourne de mon côté. Juste, dans le passé, un geste de courtoisie au premier de l'an», rétorque le Dr Poirier. Des patients attestent aussi par écrit que consultations et examens san-

guins ont été remboursés par la Sécu. Arrêts de travail, prescriptions de pharmacie, actes chirurgicaux sont actuellement épluchés par la Caisse primaire d'assurance maladie et le Dr Poirier devrait avoir quelques ennuis pour des remboursements indus de soins de confort. Loïc Lefranc relève aussi qu'un membre des instances nationales du syndicat des médecins esthétiques, le docteur Jean Tréguer travaille à la thalasso Thalgo La Baule avec son frère Yves, éminent cardiologue fournisseur officiel des soins de la

famille princière de Monaco. Oubliant qu'il opére dans un institut 100 % commercial, le Dr Jean Tréguer a appuyé la plainte contre des confrères exerçant dans la structure tout aussi commerciale de Loïc Lefranc. Le presqu'hôpital se moque de la presque charité.

\* qualifiés de spécialistes autoproclamés- par un article d'Impact Médecin du 12 juin 1997 notant que la Direction générale de la Santé a requis l'avis de l'Académie de médecine qui «récuse formellement le terme de médecine esthétique».

\*\* «Le médecin repoileur ne crâne plus», Lulu n°14.



LA TÊTE DU CLIENT

# Repérage racial en tête de gondole

Dans son premier numéro, *Ultimatum*, le nouveau journal inter quartiers à paraître en décembre, publie l'interview d'une ancienne employée d'une société de vigiles placée en 1994

dans un hyper nantais. Officiellement, elle fait les paquets cadeaux, garde les sacs des clients. En fait munie d'un talkie walkie, elle doit taper un code quand des clients désignés comme



suspects pointent leur faciès à l'entrée du magasin. Le code ? «21: bande d'arabes; 22: gens du voyage; 23: personne louche, habillée bizarrement, punk, SDF...» Après ce signalement, caméras et vigiles en civils prennent le relais dans les rayons. La fliquette a craqué au bout de trois jours. Pour éviter de tels problèmes moraux, les voleurs présumés devraient être tatoués d'un code barre.



# Au secours, on m'holocauste

n saura le 15 décembre si Omonique Colvez est condamnée\* pour avoir explosé la vitrine, la porte vitrée et saccagé le salon de coiffure en face de son pavillon. Les traces de sang menant chez elle l'ont confondue. Manquant d'argument pour réfuter sa culpabilité à l'audience, son avocat Yann Choucg a cherché à faire de la mégère infernale

une victime. Évoquant un tract qui réclame simplement la paix dans le quartier et demande qu'eune solution définitive» soit trouvée, l'avocat n'hésite pas à lâcher : «Et Mme Colvez sait ce que c'est qu'une solution finale !, tout en arguant d'injures antisémites que personne n'a jamais entendues. A banaliser ainsi

l'extermination massive des juifs, on risque de faire perdre tout sens aux mots. Et avec Monique Colvez, ce sont surtout les maux qui ont un sens et un sens unique : du pavillon de la mègère vers tout le quartier.

\* Le parquet a requis 18 mois de prison dont trois fermes, obligation de soins et d'une interdiction de paraître dans la région nan-taise, ce qui l'obligerait à déménager.

BAS DE LAINE

# Nounou se rebiffe contre l'élu dépouilleur

Président du festival du scoop et conseiller municipal CDS à l'éducation et la recherche à Angers, Alain Lebouc est en pétard depuis l'audience civile du tribunal d'Angers du 2 octobre dernier qui a étalé son conflit avec une vieille amie de la famille, Jeanne Pailly, 93 printemps, veuve sans enfants. Il l'appelle «Nounou» depuis toujours. Elle considérait Alain Lebouc comme un fils. Jusqu'à ce que l'élu lui refile un tuyau en or : quand la vieille dame ne sera plus en état, elle devra aller en maison de retraite médicalisée. Pour ne pas payer le prix fort, et pour que la mairie ne fasse pas main

basse sur son patrimoine, il suffit d'avoir l'air économiquement faible. Alain Lebouc conseille donc à Nounou de vider ses éconocroques et de les placer en lieu sûr. Où ça? Sur six comptes d'épargne ouverts au nom de Lebouc et ses enfants. «Nounou, écrit-il imprudemment dans une note manuscrite qu'il ne conteste pas, si vous voulez donc pouvoir profiter pour vous de votre argent et laisser le CCAS\* payer au delà de votre pension, il faut donc en mettre le plus hors de votre livret personnel. C'est ce que je vous dis depuis 3 ans déjà». Convaincue, Nounou vide son CCP. Jusqu'à la

brouille avec Lebouc, qui retire à la vieille la procuration permettant de se servir des six comptes d'épargne. Nounou l'a découché de son testament et réclame quelques 400 000 F. L'élu et son avocat prétendent qu'elle ne peut avoir de revendication sur des comptes qui ne sont pas à son nom. Des preuves, Nounou en a produit au juge, au moins pour 165 877,41 F sortis de son CCP en deux chèques et crédités le jour même au centime près sur les comptes des Lebouc. Le juge a commis un expert pour démêler cet imbroglio.

\* Centre communal d'action sociale

#### **FARINE NOTOIRE** La Gavotte pour qui?

«Nantes, rue Voltaire. Ouverte tous les jours, sauf dimanche midi et lundi soir, la crêperie La Gavotte vous DITES LE PRESIDENT propose un large choix de galettes et de crêpes à base de farines issues de cultures biologiques.» Où trouve-t-on cette publicité ? Dans National 44, le bulletin de propagande du FN en Loire-Atlantique. Gageons que le patron a déjà expulsé les galettes au sarrasin.

# La Mercedes

DÉRAPAGE

La Mercede:

percute un
pot de vin

Aux Chantiers de
l'Atlantique, le chef de bor
du paquebot «R one»,
commandé par l'armemer
Renaissance, a été
discrètement viré début
octobre. Super chef d'atel
dirigeant une équipe
d'agents de maîtrise,
ce Briéron s'est fait pincer
pour des avantages en
nature perçus pour favori
des sociétés sous-traitante
Les pontes des Chantiers
n'ont pas souhaité de poi
suite pénale. C'est la déci
verte de factures d'entre!
de sa Mercedes personne
prises en charge par un
sous-traitant, qui lui a va
la porte. C'est vraiment
la poisse, ces temps-ci,
chez Mercedes.

LAVALIÈRE

Personnes
du pluriel

Les éditions Siloë publier
«Désirs d'estuaire», un
bouquin de textes dispa
rates d'écrivains, d'un
consultant économique,
d'un géographe universitaire, d'historiens loca
Présentant le livre à la
presse, l'éditeur lavalois
Michel Thierry a déclam
un hommage «à tous le
grands noms qui êtes ic l'Atlantique, le chef de bord commandé par l'armement octobre. Super chef d'atelier nature perçus pour favoriser des sociétés sous-traitantes. n'ont pas souhaité de poursuite pénale. C'est la découverte de factures d'entretien de sa Mercedes personnelle, sous-traitant, qui lui a valu

Ce qui lui a valu la réplique mezzo voce d'un de ces noms: «Quand on pense que les éditeurs corrigent les auteurs...»

#### Nul n'est pro dans son pays

La future édition dimanche de Ouest-France a du mal à trouver des plumes. Les premières tentatives de recrutement n'ont pas marché fort. Depuis les déboires du journal contraint par voie de justice de requalifier les successions de CDD en emplois permanents, il a fallu avoir recours à un statut de CDI à temps partiel. Les petites mains de Ouest-France dominical se voient proposer un contrat à 40% du temps, sans pouvoir cumuler avec des piges en semaine dans le quotidien. Faute de postulants chez ses pigistes, Ouest-France a passé le 27 septembre une annonce, anonyme, sous couvert d'un cabinet de recrutement basé dans les Hauts-de-Seine. Un encart dans son propre supplément emploi du week-end : «Importante entreprise de presse régionale recherche dans le cadre de sa politique de produits nouveaux, journalistes à temps partiel.»

LA FESSÉE À LULU

#### Winnie vraiment pas

Contrairement a ce qu'a cru comprendre Lulu en interrogeant le CRDC\*, l'Espace Simone de Beauvoir n'a jamais voulu inviter Winnie Mandela conjointement avec le CRDC pour le festival Fin de siècle. Au contraire, les féministes ont d'emblée récusé ce nom proposé par le CRDC pour un débat. Même si Winnie est toujours à la tête de la ligue des femmes de l'ANC, elle est impliquée dans plusieurs meurtres et les Nantaises n'ont jamais imaginé l'inviter. Lulu fait ses excuses à la moitié du ciel. \* «Winnie annulée», Lulu n°14 LA FESSÉE À LULU

# Sel en réduction

DITES PLUS DRAME GITAN, DITES RIEN DE TANGIBLE - NE DITES PLUS ORNE

岁

La susceptibilité d'un exploitant de marais salants a bien valu des ennuis à un apprenti-paludier en stage chez lui\*. Mais Lulu a vu triple : si trois stagiaires paludiers ont bien distribué cet été un tract dénoncant la situation, seul un (et non pas trois) s'est fait refuser l'admission à la Coopérative (Motif: «conception d'un tract calomnieux et mensonger, diffusé dans le seul but de nuire à la Coopérative»). Le deuxième est celui qui a refusé d'adhérer, le troisième est coopérateur depuis un an. \* «Stagiaires à la croque-au-sel», Lulu nº14.

WESTERN

# Le Louboutin nouveau est arrivé



**E**x rédacteur-en-chef adjoint de Presse-Océan, chargé des relations internationales avec la Vendée, Hervé Louboutin lance son propre support le 16 janvier. Il s'agira d'un ramasse-pub de luxe, qui prendra des allures de magazine économique bi-mensuel diffusé sur le grand-ouest. Pour constituer son capital (3,5 millions de francs), Loulou a rameuté une belle brochette d'industriels. Quo Vadis, New-Man, Bénéteau ont déjà signé. Patrick Le Lay, le PDG de TF1 et François Pinault, le nouveau propriétaire du Point, sont annoncés. Excusez du peu. Pour ce projet de presse du XXIº siècle, Louboutin a mis au point un concept révolutionnaire : le journal sans journalistes. L'équipe du «Nouvel Ouest» qui

espère vendre 8 000 exemplaires compte en effet trois commerciaux, une assistante et deux secrétaires de rédaction, assistés de quelques vagues correspondants dans les régions. Les journalistes, c'est bien connu, ça raconte des histoires qui fâchent, et ça ne rapporte rien.

#### LE «NOUVEL OUEST» LA CARTE DE PRESSE DE L'AVENIR



BEN MON COLON

## Après l'apartheid, l'historien reste brun

Sur quatorze livres cités par la bibliographie sur l'Afrique du sud du programme du festival Fin de siècle, trois sont de Bernard Lugan, prof à l'université Lyon III. Sans le moindre avertissement. Pourtant, comme tous les pro-apartheid, Lugan fonde la création de l'Afrique du Sud à l'arrivée des blancs, ignorant superbement la présence bantoue antérieure à la

colonisation. Le 12 novembre 1990, Lugan a organisé une causerie sur l'Afrique du Sud avec l'\*Association pour la défense de la mémoire du Maréchal Pétain\* dirigée par l'ancien OAS Hubert Massol. Le prof fricote aussi au conseil scientifique du FN, écrit dans National Hebdo, ou commémore la mémoire de l'ex-SS francais Saint-Loup. \*Je n'ai pas lu ces bouquins\*, dit Martine Jacot du CRDC. «Juste feuilletés. Mais on me les a présentés comme un travail d'historien correct, unique en français. On a pensé à faire venir Lugan, mais ç'aurait été aller trop loin de notre part. J'en suis restée à ses positions pro-apartheid et à son appartenance sans doute au FN. On s'est contenté de citer ses ouvrages». Lugan, facho ? Circulez, historien à voir.

CRUDITÉ

## Censure et dépendances

Le restaurant trentemousin «Trois pièces cuisine» peut se vanter de mettre à poil ses clients, en tout cas sur sa publicité parue dans *Le mois nantais*\*, où petits nénés cotoient gros bidon, bistouquette et fier joufflu, quelques amis du patron qui prennent la pose sur une photo grande comme un timbre-poste. Pas de quoi titiller une ligue de vertu, encore que la mairie de Rezé a refusé de distribuer l'agenda trop salé.

L'office de tourisme de Nantes a menacé de faire valoir son \*droit de veto sur le choix des annonceurs\*, autrement dit de déshabiller Le mois nantais de son soutien financier. Laquelle publication n'a pas attendu le suivant pour recadrer la photo avec une pudeur millimétrée. Le service \*Trois pièces\* ne passait pas ?

\* Le nouveau mensuel gratuit d'annonces commerciales et culturelles

# Lulu cherche rabatteurs

Vous lisez de force le Fig-mag, en cachette Voici, vous recevez la voix de votre maire, un bulletin paroissial ou un fanzine d'entreprise ? Pas Lulu. Mais vous pouvez lui envoyer des coupures datées d'articles qui vous font sourire ou bondir. Histoire d'enfiler ces perles glanées à droite ou à gauche.

#### THÉÂTRE DE POCHE : LES ÉLUS JOUENT À GUICHET FERMÉ

Ouest-France, 25-26 octobre 97 Frappé d'un arrêté d'expulsion pour dix mois de retard de loyer, le Théâtre de Poche se voit contraint de fêter son dixième anniversaire en proposant des places à prix réduits jusqu'au 30 décembre prochain. Sa présidente Annie Zottino appelle au secours les Nantais et d'abord les premiers d'entre eux : «Nous avons obtenu le soutien de la mairie, du Conseil général et de Jean-Luc Tardieu (...) Nous n'aurons pas de subvention supplémentaire mais nous sommes assurés de leur soutien.» Bref, l'union sacrée pour pas un rond.

DE VILLIERS À L'EXTRÊME-DROITE DU PÈRE, DU FILS ET DU PROF

La Lettre de Ph. de Villiers, 1" septembre 97 Dans sa lettre confidentielle, le vicomte se fend d'un vibrant hommage au professeur Lejeune et en profite pour égratigner l'Eglise française : «Elle a cherché à se redéfinir dans une "ouverture au monde". Elle a voulu se cantonner dans le "social" (...) Cette attitude explique sans doute que si peu de voix se sont élevées pour défendre la mémoire du professeur Lejeune (...) lorsque le Pape a manifesté son intention de se recueillir sur la tombe de ce grand savant, de ce catholique fervent.» Rappelons que feu le professeur Lejeune, membre de l'Opus Dei, saint patron des commandos anti-avortement, était l'un des fondateurs de "Laissez-les vivre" et de "SOS tout petits". Et pas de SOS neu-neu ?

 SI CA CONTINUE FAUDRA QUE CA CESSE Le courrier de Paimbœuf, 14 novembre 97 Picoré dans les petites annonces : «Madame Ardois Germaine prie les personnes qui font des histoires de bien vouloir arrêter et de rapporter le matériel emprunté sous peine de poursuites judiciaires». Te fâches pas comme ca Germaine, c'était pour déconner.

• TF1 MANGERAIT BIEN DU CANARI Le Foot, novembre 97 «Depuis un an nous avons des contacts avec TF1» confie Jean-René Toumelin, le président intérimaire du FCNA, chargé de trouver des investisseurs pour assurer l'avenir du club. «L'image du FC Nantes correspond tout à fait à ce que TF1 recherche.» Le problème c'est que la réciproque n'est pas forcément vraie Jean-René. Va falloir y penser avant de signer.

 LA PORTION CONGRÈS À CENT BRIQUES Ouest-France, 11 septembre 97 La Cité des congrès de Nantes a cinq ans, et est «toujours à la recherche de l'équilibre» dit Ouest-France qui note que cet équipement «coûte encore chaque année à la ville la bagatelle nette de 23 millions. Sans compter le remboursement des bâtiments qui ont coûté 800 millions.» Passons sur le fait que l'équipement a, selon la chambre des comptes, coûté en fait 888 MF, à quoi s'ajoutent 22 MF pour réaménager les abords. Ce ne sont que rebagatelles. L'autre hiatus, c'est qu'ainsi présenté (26 MF de chiffre d'affaires, 23 MF de subvention) le solde semble positif. Alors que le remboursement des annuités d'emprunts, expédié d'un laconique «sans compter», s'élève à 75 MF par an jusqu'en 2008. Soit une douloureuse de 100 MF par an pour les contribuables ! C'est connu, pour cent briques, t'as plus rien.

 INTRIGUE DECOURS Ouest-France, 7 novembre 97 «Écrivain sous contrat» chez Plon, la Nantaise Catherine Decours est fâchée : au Château des Ducs, la bibliographie de l'exposition sur l'estuaire de la Loire n'a pas cité son ouvrage sur le port de Nantes\*. Cet ostracisme odieux vaut à Dame Decours d'être «élevée à la dignité d'auteur maudit», comme dit Ouest-France en glosant que «l'histoire de cette élimination reste à éclaircir». Vite, une loi contre l'exclusion !

\* Commande de l'administration portuaire, ce livre d'importance planétaire compile les nombreux auteurs ayant déjà écrit sur le port, reprenant même certaines âneries historiques sur la période négrière (voir Lulu n° 1).

 AUGEREAU, FIEFFÉ DÉRÉGLEMENTEUR L'Eclair, 24 octobre 97 Ultra du libéralisme, Daniel Augereau, rapporteur du budget au Conseil régional et Pdg de Synergie, l'un des leaders de l'interim, veut mettre le social en veilleuse. Il implore la flexibilité bénie, déplore qu'elle soit impossible sans que les entreprises «s'exposent aux foudres des administrations et des syndicats». L'apprenti paratonnerre a son idée pour remettre le bon peuple au boulot : «il faut déréglementer et réformer de fond en comble le code du travail», abaisser les charges sociales sur les salaires, réviser les conventions collectives qui pérennisent «des avantages acquis quasiment immuables». Quant au salaire minimum, il «freine la création d'activités à fort potentiel de main d'œuvre peu qualifiée». A l'heure du zapping, du fast food et du kleenex, les trimards voudraient échapper au destin de salariés jetables, corvéables, payés une misère, révocables à tout instant. Comment peut-on ainsi résister à la modernité?

#### Guerre des coudes, le retour

Nos grosses têtes politiques jouent des coudes pour être au premier plan. Un peu plus et ils s'écrasent le nez sur l'objectif.

Après une rentrée chahutée, le Top 44 rentre dans le rang, avec près d'un tiers de trombines politiques dans les colonnes de la presse locale, dont cinq parmi les huit premières. Faut dire qu'ils se démènent, nos grands hommes, même si le premier d'entre eux aurait sans doute préféré qu'on l'oublie un peu le mois dernier. Saluons bas le bel effort du présidentissime Luc Dejoie qui regagne dix-huit places (et nous ramène fiston), inclinons-nous devant la bouleversante remontée du baron aux abois, qui rebondit de la 40° à la 5° place. Spéciale dédicace au très photogénique préfet Hardy, qui reprend la route - pardon, l'autoroute. Souhaitons que son successeur offre un meilleur profil aux paparazzi d'ici et aux sanspapiers de partout.

Après les briscards, passons aux bizuts. Il aura fallu s'y reprendre à cinq fois pour que Yann Tanguy quitte la verdure du campus pour les flashs de la présidence de l'université. En revanche, c'est cul sec que Jean-Yves Belin remporte le championnat de France des cavistes. Ca s'arrose, non ? Un qui peut fêter ça, c'est Jean-Pierre Papin. Il avait déjà touché un nom pas facile à porter, il gagne en prime le «grolo de Ouest-France». Elle est pas belle, la vie ?

Justement si, des fois, elle est belle la vie. Surtout pour l'inconnu qui a reçu la moëlle de Bruno, un gars sympa qui a le don de donner, ce qui n'est pas donné à tout le monde, et à qui on donne bien volontiers la 39e place. Bruno, t'es Top.

#### CLASSEMENT OCTOBRE/NOVEMBRE 97

Les points sont attribués en fonction de l'emplacement de la photo dans les éditions de Ouest-France et de l'Éclair : 1<sup>ère</sup> page et/ou couleur, 5 pts ; pages nationales, 4 pts ; pages régionales, 3 pts ; pages départementales, 2 pts ; locales et

sports, 1 pt.				
1. AYRAULT Jean-Marc	(41)	Flagrant délire délibéré		
2. N'DIAYE Samba	(40)	Canari noir		
3. HARDY Charles-Noël	(38)	Bretelle de dégagement		
4. DEJOIE Luc	(36)	Chef d'escadrille		
5. GUICHARD Olivier	(36)	Fin de siècle		
6. FERRI Jean-Michel	(27)	Cheville ouvrière		
7. GIALLANZA Gaëtano	(26)	Helvète underground		
8. GAUTIER Charles	(24)	Iznogoud		
9. SAVINAUD Nicolas	(24)	Canari jeune		
10. BOURGNON Yvan	(21)	Frère de la côte		
11. DE LA CHAPELLE Thierry	(21)	Titi au Congo		
12. GOURVENNEC Jocelyn	(20)	Caresseur de ballon		
13. CAZEAUX Stéphane	(19)	Ring-artiste		
14. TANGUY Yann	(17)	Fac totem		
15. GAUTIER Gisèle	(16)	Comique de répétition		
16. LANDREAU Mickaël	(15)	Goleador		
17. HUTEAU Yves	(14)	Chambreur de métier		
18. PAPON Monique	(13)	On the road again		
19. BOISSIER Patrick	(12)	Restructurator naval		
20. BOURGNON Laurent	(12)	Frère de frère de la Côte		
21. CARRIÈRE Eric	(12)	Début de		
22. CARROTI Bruno	(12)	Fait le mur		
23. GERMINET Robert	(12)	Petite Mine		
24. GUYOT Laurent	(12)	Tour de contrôle		
25. AUGEREAU Daniel	(10)	A la force du poignet		
26. DECROIX Eric	(10)	Arrière garde		
27. FLOCH Jacques	(10)	Candidat aux Molières		
28. GUERRIAU Joël	(10)	Giscardien du futur		
29. HUBERT Jean-Loup	(10)	Embobineur		
30. PICONNIER Maurice	(10)	Homme à Histoire		
31. BELIN Jean-Yves	(9)	Gros pif		
32. DA ROCHA Frédéric	(9)	Touche au but		
33. DEJOIE Laurent	(9)	Progéniture		
34. HEBERT Patrick	(9)	FO pas le dire		
35. MARESCHAL Patrick	(9)	Doublure son		
36. MARMUREK Olivier	(9)	Pongiste rebelle		
37. PAPIN Jean-Pierre	(9)	Gagnant		
38. ALBERT Pascal	(8)	Inventeur		
39. Bruno	(8)	Moëlleux		
40. CHANELET Jean-Marc	(8)	L'autre Jean-Marc		
41. CHÉNÉ Jean-Pierre	(8)	Barragiste		
42. DENOUEIX Raynald	(8)	Eleveur de canaris		
43. GANDEMER Paulette	(8)	Roulez jeunesse		
44. RICHARD Fabienne	(8)	Sage-femme		

**TAGADATACTIQUE** 

# Couëron brûle-t-il?

l'adjudant Toupet manquerait-il d'assurance ? Ce gendarme de Couëron, qui enquête sur l'incendie criminel d'une ferme au hameau de La Moye, ose à peine aller interroger les voisins. Deux mois après la nuit du 13 septembre, au cours de laquelle les bâtiments agricoles du «GAEC des œufs au lait» sont partis en fumée, Toupet n'a pas encore bouclé son enquête préliminaire, et il ne sait pas bien si elle débouchera sur de quelconques poursuites judiciaires.

L'histoire mérite pourtant l'attention de la maréchaussée : le dernier agriculteur d'un hameau de Couëron se fait incendier sa ferme le jour de son mariage. Depuis des années, il est en guerre larvée contre les propriétaires terriens qui entourent son exploitation. Motif : sa ferme rend les terrains voisins inconstructibles et interdit de modifier le plan d'occupation des sols. Détail important : la ferme ne pourrit pas l'environnement puisqu'il s'agit d'une exploitation traditionnelle où la famille Blineau produit du lait et élève des poulets fermiers

Après des années de menaces et de sabotages mesquins, le 13 septembre, trois foyers sont allumés simultanément dans les bâtiments agricoles, et l'exploitation se volatilise en quelques minutes. Résultat : 840 000 francs de dégâts. La solidarité s'est organisée autour des Blineau, une fête de soutien s'est déroulée le 18 octobre, 30 tonnes de foin lui ont été offertes pour l'hiver. Mais l'enquête pié-

tine. Un témoin capital qui passait dans le coin ce soir-là et affirme avoir vu des rôdeurs pas très catholiques n'a pas été entendu. Les gendarmes ont sans doute mieux à faire. Ou peut-être ne s'agit-il que d'une question de diplomatie locale pour ménager d'insoupçonnables propriétaires ? Et pour être sûrs qu'ils ne répondent pas, les gendarmes ont trouvé la bonne tactique : ne pas leur poser la question.

L'UNIQUE TÉMOIN A ÉTÉ ÉLIMINÉ.





# La Limouzinière est dans le pétrin

Suite de la p.1

bien passé d'un tel "avis à la population", une mise au pilori assortie -cerise sur le gâteau- d'une dénonciation du maire à leur syndicat professionnel. «Il est sorti de son rôle. C'est un commerce privé, ça ne le regarde pas», s'insurge la mie du boulanger, qui invoque des ennuis de santé et dénonce cette publicité : «Il a porté préjudice à notre commerce, ça peut aller très loin..." L'affaire enflamme le bourg, avec les pour et les contre et l'inévitable corbeau... "Dugast a même contacté leur banque» (ce que dément aussitôt l'intéressé), «après tout, ils ouvrent quand ils veulent, Dugast

n'est qu'un dictateur.... D'autres y

voient une sombre machination

pour les faire partir et permettre à

la sœur de la coiffeuse de reprendre la boulangerie».

Un peu inquiet de voir lever la pâte, Rémy Dugast justifie sa lettre ouverte avec des accents plus moelleux : 
"Je voulais marquer le coup. S'il s'agit d'un commerce privé, ça devient une affaire publique lorsqu'il ferme huit jours en août sans prévenir. Tout ce qu'on veut, c'est garder notre boulangerie», ajoutant pour la bonne bouche : "d'ailleurs, son pain est très très bon». Et M. le maire sait de quoi il parle, c'est là qu'il continue d'acheter son pain quotidien.

Marcel Pignol

\* 1 400 âmes près de Saint-Philbert de Grandlieu.

PLUTOTQUE	DE C	LAQUE	R_2,6 M	F
Nom	- Abox	Set 1		
Adresse	Lettre	ez.	9	
Code postal	7	4/2		<b>Z</b>
AO. U Reab. U  100F = 10 numéros Chèque à «La luttre à Leul 44186 Nantes cédex 4	eu»B.P. 48603			7



,